La Digue
138 rue Marcadet
75018 Paris
Ladigue.contact@gmail.com

Le jeudi 12 novembre 2026

Madame, Monsieur

Vous êtes Maire, Président et Présidente de Conseil régional ou de Conseil départemental, Président et Présidente de communauté de commune, de communauté d'agglomération, de communauté urbaine ou de métropole. Vos politiques publiques ont des traductions concrètes pour et dans la vie de nos compatriotes, de la plus petite enfance au plus grand âge. Ces actions sont désormais directement attaquées et menacées par le Rassemblement national.

18, 4 milliards d'euros de coupes budgétaires sur les dotations aux collectivités territoriales en 2031. Suppression des 987 communautés de communes, des 230 communautés d'agglomération, des 14 communautés urbaines et des 21 métropoles françaises. Voilà son programme. L'heure n'est plus aux clivages partisans. 18,4 milliards d'euros correspond à la totalité de l'autofinancement des collectivités territoriales françaises. A leur capacité à une autonomie politique tout simplement.

Le programme est net : celui de la suppression directe de contrepouvoirs locaux et de l'affaiblissement de structures politiques protégées par la Constitution.

Les preuves sont déjà là, sous nos yeux. A Nice, à Perpignan, à Carcassonne, à Fréjus, à Hayange. A Carcassonne, Christophe Barthès a ordonné l'expulsion des syndicats de leurs locaux historiques à la Bourse du Travail et a retiré ses subventions à la Ligue des droits de l'homme. A Hayange, Fabien Engelmann a coupé le gaz et l'électricité des locaux du Secours populaire français. A Carpentras, Hervé de Lépinau s'est attaqué frontalement au Planning familial qui assure les droits des femmes et leur accès à la santé sexuelle. Les politiques de déguerpissement des plus pauvres sont devenues monnaie commune.

Demain, les conséquences d'une éventuelle accession de Marine Le Pen au pouvoir seraient terribles à plus d'un titre :

- La liberté des collectivités territoriales sera directement remise en question ;
- Les associations, quelles qu'elles soient, seront sommées d'être dociles ;
- Les personnes étrangères seront menacées dans leurs droits ;
- Les politiques de solidarité seront rompues ;
- Les agents publics seront menacés dans l'exercice de leur mission
- Une doctrine de maintien de l'ordre répressive sera encore aggravée ;

La Digue réunit en son sein des personnes morales[1], des citoyennes et citoyens et des élus réunis[2] autour de la défense de nos principes républicains et démocratiques. Soucieuse de la progression des extrêmes-droites dans le monde, elle veut contribuer activement à l'empêcher de prendre le pouvoir et, si jamais le pire advenait, de préparer le pays et ses forces vives à une contre-offensive.

Dans ce combat crucial, les collectivités sont un paratonnerre et seront le premier rempart. Vous avez la possibilité d'anticiper le déploiement d'une politique liberticide, anti-sociale, xénophobe, autoritaire en somme.

Certain.es d'entre vous ont déjà commencé ce travail d'identification des politiques publiques qui seront concernées par ces futures attaques, si par malheur l'extrême-droite et ses alliés s'emparaient du pouvoir.

---

[1] La CFDT, la Ligue des Droits de l'Homme, Oxfam, France Terre d'Asile, le Syndicat des Musiques Actuelles, le Syndicat des entreprises du spectacle vivant, Nos Services Publics, la Fédération des Mutuelles de France ont notamment adhéré à la Digue.

[2] Quinze député.es, sénateurs et sénatrices et député.es de l'Union européenne sont membres du conseil d'administration parmi lesquels Paul Christophle, Elsa Faucillon, Fatiha Keloua-Hachi, Mathilde Ollivier, Erwan Balanant, Hendrik Davi, Julie Laernoes, Chloé Ridel, Sébastien Peytavie, Karim Ben Cheikh, Marie Pochon. Johanna Rolland, Stéphane Troussel, Nicolas Cadène et Annah Bikouloulou sont des élus locaux qui ont d'ores et déjà adhéré à la Digue.

Cette anticipation est une exigence pour tous les républicains.es sincères et conscient.es du danger. Si vous avez d'ores et déjà engagé ce travail, La Digue est preneuse de vos recommandations pour que l'on partage ensemble, les actions nécessaires pour préparer une résilience active et dans quels domaines vos services anticipent les risques les plus saillants pour la sérénité des politiques publiques locales dont vous avez la charge. Organiser la solidarité entre les collectivités territoriales face aux risques est notre priorité.

Je me tiens à votre entière disposition et serais heureux de vous rencontrer afin d'échanger plus amplement sur les moyens de coordination à notre disposition.

Pouria Amirshahi

Président de La Digue

Député de Paris